

Bruxelles, le 13 fevrier 1981
NOTE BIO (81) 54 AUX BUREAUX NATIONAUX
c.c. aux membres du Groupe du porte parole

RENDEZ-VOUS DE MIDI DU 13 fevrier 1981 (C.Boon)

Informations ecrites

IP 19 Avance STABEX a Madagascar
Discours du president Thorn prononce a la remise du
prix Bentinck, le 12.2.1981 a M. Gazzo
Preferences generalisees 1981-1990
Calendrier.

CONCERNE EXCLUSIVEMENT LES BUREAUX DE LONDRES PARIS
DUBLIN :

Nous vous envoyons par pli separe le resume que nous a
envoye par telex le service de presse de la cour de justice
des conclusions de l'avocat general Reischl, dans l'affaire
Commission soutenue par France et Irlande contre Royaume-
Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
Cette affaire concerne des mesures unilateralement prises
par le Royaume-Uni dans le secteur de la peche.

433

Informations orales

Preparation du Conseil ECO/FIN du lundi 16 fevrier 1981 :

La session de fevrier du Conseil Eco/Fin a lieu lundi a
10h30 a Bruxelles. Trois points sont a l'ordre du jour :
1. aménagement du mecanisme des emprunts communautaires
destines au soutien de la balance des paiements;
aura lieu la discussion sur la proposition de la Commission
du 30 octobre 80 de modifier le reglement du conseil de
1975. On attend une decision definitive du Conseil sur le
texte, lundi, apres qu'aient ete prises des decisions sur
les trois points suivants :

- redaction de l'article 2 de la proposition
concernant la mise en oeuvre des conditions de politique
economique et leur effet sur la balance des paiements de
l'etat emprunteur.
- hauteur du plafond d'emprunt : la Commission propose 7
milliards d'Ecus hors interets. Le plafond actuel est de
3 milliards de dollars, interets compris.
- modalites de vote quant a la decision du conseil
d'accorder un pret (unanimite ou majorite qualifiee

2. Echange de vues sur les aspects economiques et financiers
de la fixation des prix agricoles pour la campagne 1981-1982
Un echange de vues similaire avait eu lieu l'annee derniere
a la meme epoque au conseil Eco/Fin, lequel avait abouti a
une declaration commune.

Il est difficile de dire a ce stade - sinon qu'une discus-
sion est prevue a l'ordre du jour de lundi - dans quelles

conditions il se déroulera, puisqu'il dépendra des travaux de la Commission de cet après-midi et de la possibilité, pour le Conseil, d'avoir en sa possession ou non lundi, les propositions de prix.

3. Situation économique dans la Communauté

Le Conseil procédera à un premier échange de vues en préparation de la proposition de la Commission pour la session de mars concernant d'éventuelles modifications aux orientations de politique économique contenues dans le rapport annuel.

Amitiés

Jo Carroll COMEURE

